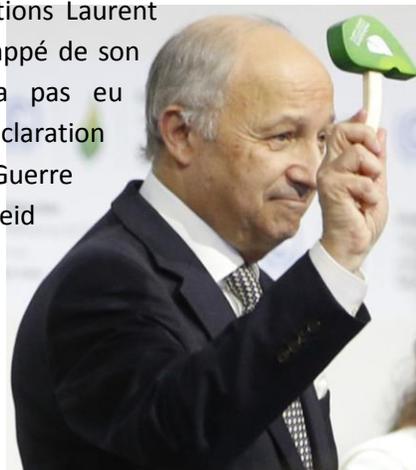


Le ROJEP à la COP21

JOUR 14 *Le jour d'après*

Voilà c'est fait : comme vous l'avez vu aux informations Laurent Fabius, président de la COP21, épuisé, presque hagard, a frappé de son petit marteau en déclarant « accepté », puisqu'il n'y a pas eu d'opposition à l'Accord de Paris. Déjà on le compare à la Déclaration universelle des droits de l'Homme à la suite de la Seconde Guerre Mondiale ou aux accords qui mèneront à la chute de l'apartheid en Afrique du Sud.

Un moment historique ? Sans doute. Certes, il y a raisons de se réjouir, l'accord de Paris est une avancée majeure ; une prise conscience a été faite à l'échelle mondiale. Il y a aura un avant Paris et un après Paris. Le réchauffement climatique devrait rester en-deçà des 2°C, et les pays se sont engagés à faire le maximum pour s'approcher le plus possible de 1,5°. Et il leur faudra passer à l'action im-mé-dia-te-ment, les Etats et tous les secteurs de la société. Pas demain ; dès aujourd'hui.



Le principal gain est sans doute l'établissement d'un processus de révision périodique des diminutions et des adaptations. Mais encore faut-il que l'Accord soit ratifié par les 196 parlements, et les États ont jusqu'en 2020 pour le faire, et alors il entrera en vigueur. Encore cinq années de perdues. De plus, il y a beaucoup de flou et dans les chiffres et dans les échéances.

Et il y a des perdants, c'est sûr. Tout d'abord les petits pays insulaires, et leurs populations, qui vont voir les eaux des océans inéluctablement monter encore longtemps et leurs conditions de vie se dégrader sans pouvoir y faire quoi que ce soit. Ensuite, les nombreuses personnes déplacées (de 30 à 100 millions dans les prochaines années selon les estimations) qui n'ont ni statut juridique ni sommes d'argent spécifique qui leur seront octroyées. Aussi, les peuples autochtones qui étaient venus nombreux de trois continents à la COP21, et qui repartent sans que leurs droits ne soient reconnus dans l'Accord. Ils sont bien mentionnés dans le Préambule mais c'est sans conséquence. Enfin, réjouissons-nous que parmi les « vrais » perdants, il y a les industries des énergies fossiles, charbon en premier lieu, qui sont pour toujours en ban de tout projet de mode de vie durable.



La planète n'est pas sauvée pour autant ; car s'il y a un énorme travail à faire pour ralentir et possiblement stopper la hausse des températures, d'autres énormes problèmes écologiques sont tout aussi urgents et attendent une réponse rapide, notamment les gigantesques amoncellements de déchets partout, partout, la pollution des eaux, des sols et de l'air ou encore la déforestation et la perte dramatique de la biodiversité.

Verra-t-on débiter bientôt un cycle de COP pour l'un ou l'autre de ces enjeux ?

David Fines